

Les tracts s'emballent, les foules s'en balancent ?

Annick Stevens, Bernard Hennequin

Durant cet automne il nous a semblé que circulaient avec une intensité nouvelle certains tracts au contenu dépassant résolument toutes les revendications habituelles des mouvements de protestation, et n'émanant d'aucune organisation militante constituée. Pour vérifier cette impression, nous sommes allés consulter les archives du CIRA de Lausanne (merci en passant à Marianne et à toute l'équipe qui fait vivre cette précieuse mémoire !) à la recherche de tracts du même genre distribués durant les grandes mobilisations précédentes en France – ce n'est pas ce qui a manqué ces dernières années. Nous sommes remontés jusqu'à la grande grève de 1995, et avons examiné ensuite ce qui est apparu comme un jalon important sur la voie d'un nouveau discours de lutte, la mobilisation contre le CPE (Contrat Première Embauche) en 2006. Sont ici présentés les passages les plus significatifs de l'ensemble des tracts que nous avons trouvés, complétés par des extraits de publications d'organisations militantes, mais aucun écrit provenant de syndicats ou de partis de gauche car aucun d'entre eux n'a tenu un langage équivalent. Nous sommes conscients des limites de ce genre d'étude, telles que la non-exhaustivité des documents conservés ou l'impossibilité de mesurer l'impact réel de tracts écrits par des courants très minoritaires. Il n'empêche qu'une tendance se dessine, celle d'un essaimage plus large de l'appel à un changement radical de société.



Réfractons

1995 : contre le libéralisme ou contre l'aliénation du travail ?

Le « plan Juppé » prévoit une réforme de la sécurité sociale destinée à diminuer le déficit public en vue du passage à la monnaie unique européenne. Sont particulièrement visés les « régimes spéciaux » accordant une retraite anticipée à certains travailleurs du service public,

en particulier les cheminots. S'ensuit un mouvement de grève reconvertible à la SNCF, la RATP et la poste, de grève périodique dans l'enseignement et certaines entreprises publiques comme EDF-GDF. Le mouvement ne s'étend pas au privé (toutes les sources le déplorent et en font une des raisons principales de son échec). Il se termine avec les vacances de décembre, sur le retrait de certaines mesures concernant les cheminots mais le maintien du plan dans son ensemble.

Parmi les sources que nous avons sélectionnées pour leurs positions radicales, le discours dépasse toujours la simple revendication du retrait du plan, mais selon deux tendances distinctes. La moins radicale (illustrée par la revue d'extrême-gauche *À Contre Courant*) produit un discours violemment anti-libéral mais qui ne met pas en question l'organisation même du travail et de la production. La plus radicale, que l'on trouve aussi bien dans les revues libertaires que dans les deux tracts anonymes que nous avons pu consulter, élargit la critique à la conception même du travail productif.

Dans l'article intitulé « Une brèche », rédigé par l'équipe d'*À Contre Courant* (n° 70, déc. 95-janv. 96), les auteurs ramènent les raisons initiales du mouvement au sentiment d'injustice croissante dans la répartition des richesses : « prélèvements accrus sur les salaires, les pensions de retraite, les indemnités de chômage, etc., en exonérant une nouvelle fois très largement les revenus de la propriété ». Le bilan de la mobilisation y est généralement optimiste :

Ce mouvement est le premier coup d'arrêt donné au néolibéralisme en France et plus largement en Europe » ; il « témoigne d'une remise en cause sans doute définitive de l'hégémonie du discours néolibéral, sans que pour autant une alternative au libéralisme se soit encore dessinée ». Des

discussions spontanées lors des piquets de grève et des manifestations ont abordé des questions telles que « réduction du temps de travail, partage des richesses, freins au développement sauvage du capital financier international.

Du côté des revues libertaires, l'éditorial de *Courant alternatif* (n° 55, janvier 1996) tire un bilan mitigé du mouvement, soulignant certains aspects positifs malgré l'échec quant au retrait du plan Juppé. Il salue la démocratie de base dans les assemblées de grévistes, les contacts entre secteurs en grève, certaines assemblées locales interprofessionnelles, la sympathie de la population en dépit des efforts de la presse pour la faire se sentir « otage ».

Ce que chacun avait en tête, au fond, ce n'était pas telle ou telle revendication mise en avant, mais plus de dix ans de reculs successifs sur les conditions de vie (formation, salaire, précarité, productivité, santé, retraite...).

Il appelle à un dépassement du cadre traditionnel de la lutte ouvrière, en cessant de « croire que le sort de l'humanité se réglera grâce à la croissance, que le travail est la valeur fondamentale de la vie. »

Le XXI^e siècle qui s'annonce devra être celui de la reconquête de l'économie par ceux qui la subissent et de leur maîtrise sur les choix de production.

Si les auteurs soulignent le « sentiment profond d'une injustice sociale permanente à laquelle seul un changement de société, une autre redistribution de la plus-value pourrait répondre », ils constatent aussi l'absence de propositions alternatives.

Évoquant la partie étudiante du mouvement, ils attribuent son échec à la mécompréhension par les étudiants des enjeux sociaux en général et à leur cantonnement dans des revendications matérielles (argent, locaux, postes...). Seule la minorité qui a exprimé une

dimension plus globale de la lutte, notamment contre l'idéologie de la compétition, a pu établir des jonctions avec les travailleurs grévistes.

L'absence majoritaire de mise en question globale apparaît notamment dans un tract d'enseignants de lycée qui, après une série de revendications très sectorielles, conclut par un élargissement qui reste bien cadré : « pour tous, le droit à un vrai travail, à un vrai revenu, à un vrai logement, à une véritable protection sociale, à une véritable justice, à une véritable égalité des chances. »¹

Du côté du *Monde libertaire*, plusieurs numéros de décembre 1995 décrivent et analysent la contestation.

Le *Supplément gratuit* au n° 1020 (7-13 décembre) titre en première page « Pas de partage du travail sans partage égalitaire des richesses ». L'article, signé du groupe Louise-Michel de Paris, appelle à « une nouvelle organisation du travail, dans sa répartition et dans son contenu » : « Le travail doit avoir pour objectif de subvenir aux besoins matériels des individus et non de les aliéner. La production doit être utile (conçue pour durer et non pour maintenir le taux de production) et rationalisée dans l'intérêt de la collectivité, non dans celui du patronat. Un temps de travail réduit pour tous ; un temps libre accru pour tous. »

Une fenêtre annonce d'ailleurs la publication par les éditions du ML de la brochure *Réflexions et propositions anarchistes sur le travail*.

Dans le numéro 1021 du 14-20 décembre apparaît une certaine déception

par rapport au manque de radicalité du mouvement : « Les préoccupations des cheminots semblent ne plus tourner qu'autour de deux points essentiels : le retrait du plan et la garantie de pouvoir partir à la retraite selon les modalités du régime spécial actuellement en vigueur. »

Dans un entretien avec plusieurs grévistes, un ouvrier affilié à la CGT le regrette aussi : « Il n'y a pas une remise en cause du système. Ça n'existe qu'à l'état marginal chez certaines personnes. Les gars n'ont pas conscience, à mon sens, que le plan Juppé c'est une crasse de plus mais ce n'est pas l'essentiel. »

Le ton est cependant plus optimiste dans le dernier numéro qui fait le bilan de la mobilisation (n° 1023, 28 déc.-4 janv.) : « Depuis 1990, un certain nombre de conflits du travail ont exprimé un radicalisme surprenant ». Et de constater que le discours de la droite a lui-même produit cette prise de conscience : « À force de nous répéter qu'il faut se plier aux évolutions du marché, à la concurrence internationale, qu'il n'y a pas d'autres choix, etc., ils distillent, lui [Juppé] et ses semblables, l'idée que les solutions aux problèmes sociaux ne peuvent être que générales et que c'est l'organisation globale, le fonctionnement et la finalité de la société qu'il faut repenser. »

Les aspects positifs sont surtout liés au fonctionnement des AG, qui « étaient seules décisionnelles et souveraines », la CGT ayant eu l'intelligence de laisser la base les conduire, et qui ont d'elles-mêmes lancé le mot d'ordre « grève générale ». « Il y a une maturité certaine des travailleurs due à l'élévation générale des connaissances, à l'expérience acquise et transmise comme quoi il faut se méfier des bureaucraties syndicales et politiques, à la volonté de maîtriser sa lutte d'un bout

¹ Tract d'enseignants du lycée de Blaye, reproduit dans le *Courant alternatif* cité.

à l'autre, à une détermination et une solidarité construite sur le fait que beaucoup de choses se jouent en ce moment.»

On voit que les deux niveaux de radicalité sont présents dans le journal, le premier s'exprimant lors de l'observation de la mobilisation réelle et des sentiments de ses acteurs, le second dans les propositions des militants à aller encore plus loin qu'une réorganisation de la répartition dans un cadre de production inchangé. Témoin de cette dernière tendance, un article de René Berthier dans le n° 1021 qui expose très clairement les raisons de refuser le «travail productif» caractéristique du capitalisme.

Enfin, ce sont les tracts anonymes qui sont le plus ouvertement et exclusivement révolutionnaires.

Un 4-pages intitulé «Maintenant ou jamais», anonyme mais qui semble issu de milieux étudiants, s'ouvre sur un éditorial qui diagnostique une «grève qui dépasse la contestation du plan Juppé» et une «révolte sociale généralisée». Les rédacteurs invitent à «imaginer d'autres manières de vivre ensemble», «reprendre au salariat le temps qu'il nous vole», appelant à la solidarité entre travailleurs, chômeurs, étudiants et «jeunes des banlieues», au-delà des «catégories où l'on nous enferme».

L'un des articles, signé par «des étudiants en grève», après avoir exprimé des refus propres à ce milieu («sélection à l'université», «mainmise du patronat sur les scolarités», «fac Pasqua financée par les fonds publics», «précarisation de notre avenir»), passe à une contestation qui concerne tous les terrains sociaux, sous forme d'une longue énumération des faits insupportables, notamment: «nouveaux pauvres, droit au licenciement, humiliation des travailleurs immigrés, expulsions et extraditions, restructuration de la sécu, esclavage salarial, crimes racistes, prisons surpeuplées...»

Un autre tract émanant probablement de milieux étudiants, signé «Union des grévistes pour le second souffle» (Montpellier, 27 novembre 95), voit dans le mouvement un «réel refus des conditions universitaires et sociales existantes»; il appelle à «construire la critique de toutes les réformes possibles de l'université» et à «sortir de la société du capital et de son monde».

2006 : les jeunes se découvrent un avenir de m...

Le «Contrat Première Embauche» est l'une des dispositions de la Loi sur l'égalité des chances (LEC), promulguée le 31 mars 2006 en réponse aux révoltes de banlieues de l'automne 2005. Celle-ci contient surtout des mesures visant à stimuler l'embauche des jeunes: apprentissage dès 14 ans, travail de nuit sous certaines conditions dès 15 ans, création de «zones franches urbaines» bénéficiant d'allègement d'impôts, mesures contre la discrimination. L'article 8, instaurant le CPE, est abrogé le 21 avril, suite à la flambée de contestation chez les étudiants et lycéens; il prévoyait notamment une «période de consolidation» de deux ans pendant laquelle l'employeur pouvait licencier l'employé sans fournir aucun motif, tandis que l'employé qui renonçait au contrat n'avait pas droit au chômage.

Le bilan du mouvement est mitigé: certes, le CPE est retiré, et les victoires de la rue sont si rares que ce n'est pas négligeable, mais le reste de la loi demeure, ainsi qu'une version plus ancienne et presque identique du contrat, le CNE (Contrat nouvelles embauches), qui ne sera abrogé que le 26 juin 2008. Cependant, les occupations de lycées et d'universités sont manifestement l'occasion de réfléchir plus avant sur le sens de la vie promise aux futurs travailleurs, avec ou sans précarité.

Un tract signé «Des étudiants de Paris I» et daté de mars 2006 déplore l'absence d'une mise en question globale au-delà de la revendication spécifique:

Jamais il n'est question de ce que signifie aujourd'hui bosser. De quelle vie cela s'accompagne; de quelle logique absurde cela relève. Jamais il n'est question du fait que nous avons toutes et tous des expériences du travail, et donc de la fatigue stérile, de l'attention portée à des choses débiles, des abus de pouvoir quotidiens. [...] Jamais il n'est question du fait que toutes les tâches proposées à l'intérieur de ce monde servent soit à l'enrégimentation, soit à la domestication, soit à la destruction du milieu. Jamais il n'est question de ce que nous savons toutes et tous intimement à propos du travail salarié.

Et il conclut, à propos de la suite que prendra le mouvement:

Cela dépendra peut-être de notre aptitude à inventer, au cœur de cette lutte, des choses qui nous serviront et nous marqueront tout au long de notre vie. Des moments de réflexion véritable sur notre histoire et nos histoires, sur le travail, sur les dépossessions successives que nous avons subies; des moments où la lutte échappe à l'ennui [...]»²

Un site publie une synthèse de «divers textes et débats»³, sous le titre «Anti-CPE: quelques questions en débat» (daté du 7 juin 2006). Il constate d'emblée dans ce mouvement un changement dans la revendication:

Il est né d'une revendication précise («retrait du CPE») et pourtant très rapidement s'est exprimée l'idée que la revendication de retrait du CPE était secondaire, voire franchement sans importance. Il y a eu la tendance «Ni CPE ni CDI» qui s'est affirmée dans les tout débuts du mouvement et non comme l'effet de sa radicalisation ultérieure. Il y a eu l'occupation de l'EHESS et «l'AG en lutte». Il y eut enfin et surtout des débats

sur le travail et la précarité un peu partout. On ne peut pas dire que la position qui faisait du CPE un simple prétexte pour poser la question de la précarité, voire celle de la remise en cause du salariat dans son ensemble, était «marginale». Bien au contraire, elle occupait une position centrale dans beaucoup d'AG et la coordination étudiante s'en est fait largement l'écho à travers les diverses plateformes qu'elle a adoptées.

Pourtant, si le mouvement a ainsi posé la question du dépassement de sa revendication de manière explicite, il ne l'a pas réalisé dans les faits: la preuve en a été fournie au moment du retrait du CPE. Après l'abandon du CPE, le mouvement s'est arrêté, tout simplement. [...] D'où l'impression d'un «double mouvement» qui a pu se dégager et qui a été particulièrement sensible au moment du retrait du CPE: une forte minorité impliquée continuait à s'agiter et croyait en la poursuite d'un mouvement alors que la plupart des étudiants songeaient déjà à retourner en cours. [...] Dans le même ordre d'idée, le mouvement n'a été porteur d'aucun discours franchement positif. L'emploi garanti, le CDI, la «flex-sécurité», le crédit formation, tout ce qui aurait été le pendant réformiste du refus du CPE n'a été avancé que de manière minimale par les confédérations syndicales, refusé par la coordination et les syndicats étudiants qui sentaient que le mouvement n'était pas en phase avec de telles revendications.

Une analyse intéressante de la notion de revendication est ainsi dégagée: une dénonciation, une contestation générale n'est pas une revendication, car elle ne demande rien de précis; aussi le mouvement qui la porte ne peut pas aboutir à une victoire au sens où sa

² Reproduit dans *Cette semaine* n° 89, été 2006.

³ *Meeting, Revue Internationale pour la Communitisation*, n° 3 (meeting.communisation.net).

revendication serait obtenue. Dans le cas présent, il n'y avait rien à demander en remplacement, le retrait seul étant la revendication minimale.

La mouvance « ni CPE ni CDI » confirme explicitement que le seul dépassement de ce seuil minimal serait une révolution :

Nous n'avons rien à y défendre, rien à sauver, tout à détruire ! Nous voulons construire autre chose... une société où seraient abolis l'argent, le salariat, la valeur, l'Etat... C'est un bon point de départ pour ébaucher des trucs ensemble⁴.

Même impression dans le livre *Les mouvements sont faits pour mourir*⁵.

À certains moments, la forme revendicative a été effectivement dépassée : au-delà de la simple exigence du retrait du CPE, certes partagée par tous, une remise en cause plus globale de la « précarité » et de l'exploitation propre au monde du travail a vu le jour. C'est ce qu'expriment bien le slogan « Ni CPE ni CDI », ou le mot d'ordre « Guerre au salariat » qu'on a vu fleurir çà et là au cours de la mobilisation.

Les coordinations nationales étudiantes ont cependant à plusieurs reprises étendu la revendication à la suppression d'autres lois allant dans le même sens, introduisant ainsi une progression entre le minimum atteignable et le maximum lointain. Ainsi, la huitième coordination, réunie le 9 avril à Lyon II, se concluait sur la visée de supprimer la loi « sur l'égalité des chances » et le CNE, pour poursuivre ensuite « les autres revendications communes avec les salariés, les sans-papiers et les précaires ». La neuvième coordination, réunie à Nancy le 16 avril,

4 Tract non signé, renvoyant à une adresse mail : incivils@freesurf.fr

5 Par « Le jardin s'embrace », édition Tahin Party, 2007, p. 89.

6 Cité dans *Les mouvements sont faits pour mourir*, dans les pages finales retraçant une chronologie très complète des événements.

7 Éditions CNT région parisienne, 2007.

décide de lutter pour l'abandon du projet de loi sur l'immigration et du plan de prévention de la délinquance⁶.

Ce stade revendicatif intermédiaire reflète les liens établis de manière plus générale dans les années 2000 entre les luttes partielles menées par des groupes activistes plus ou moins informels, comme la solidarité avec les sans-papiers et les immigrés, la dénonciation du renforcement sécuritaire et carcéral, le refus de la précarité sous toutes ses formes.

Pour entendre la voix des manifestants et grévistes « ordinaires », on recommandera le livre *Loin des Censier battus. Témoignages et documents sur le mouvement contre le CPE et la précarité*⁷. Il s'agit d'un recueil de réponses à un questionnaire, par une quinzaine de grévistes de l'université Censier (Paris 3), parmi lesquels des étudiants, des chercheurs plus ou moins précaires, des enseignants ou des techniciens, certains affiliés à un syndicat ou à une organisation politique, d'autres pas. La diversité des témoignages, en fonction des expériences et des opinions de chacun, permet de dépasser l'unilatéralité de certains documents et de restituer un peu de l'extraordinaire richesse de la rencontre que permet une occupation d'une certaine ampleur. La pertinence des questions suscite des réflexions, à la fois réservées et pénétrantes, sur les forces et les faiblesses de la mobilisation, les raisons de son succès par rapport à l'absence de réaction à l'occasion d'autres offensives récentes de la même gravité voire pires, les apports de la mobilisation indépendamment de son aboutissement spécifique. Chacun dit avoir beaucoup appris, désiré, échangé, même si en fin de compte « bien sûr cette lutte contre le CPE n'était pas très radicale, elle ne remettait pas en cause les fondements du système, les slogans n'étaient pas inspirés par cette foi en un changement révolutionnaire... » (p. 45).

2010 : décidément pas qu'une affaire de retraites

En s'attaquant une fois de plus aux retraites, le gouvernement nous offre la possibilité d'exprimer notre haine du travail et de l'exploitation. Et pourtant, tout sera fait pour que nous ne saisissons pas cette possibilité.

Conspirons hors du langage du pouvoir et de ses sbires pour l'émancipation sociale, subjective et objective ! Il n'y a pas d'alternative dans le capital, seulement dans sa liquidation⁸.

Ce type d'argumentaire ne nous étonnera pas au regard d'un mouvement (certes ample par sa durée et par le grand nombre de journées nationales de mobilisation) qui portait en lui, avant même d'avoir démarré, les stigmates d'une défaite annoncée : un front syndical réunissant dans une hypothétique inter-syndicale tout le spectre du syndicalisme tant réformiste que contestataire, une stratégie revendicative de ce fait limitée à son plus petit dénominateur commun (appel à des journées d'action répétées laissant les marges syndicales s'époumoner dans l'incantatoire grève générale), une forte prégnance des partis de gauche davantage préoccupés par la perspective électorale de 2012 que de pousser à une victoire sociale d'importance.

Affichée très tôt par un gouvernement surveillé du coin de l'œil par les agences de notation, la fermeté à ne rien céder ne pouvait que conduire à une impasse. Il eut été bien naïf de croire à une autre issue à ce long conflit social qui aura toutefois été marqué par une élévation du niveau global de radicalité.

En effet beaucoup de personnes mobilisées contre le projet de réforme, syndiquées ou non syndiquées d'ailleurs, en ont eu rapidement « ras-le-bol de ces promenades appelées par les syndicats dans la rue plusieurs fois de suite » et ont

compris que « pour faire mal au capital, une méthode simple et efficace consistait à interrompre ses flux d'approvisionnement. La lutte ne fait que commencer, l'objectif étant d'en finir avec le néolibéralisme »⁹.

En multipliant des actions de « guérilla sociale » portées, pour l'essentiel, par des assemblées générales interprofessionnelles, le mouvement social de 2010 a témoigné, à sa manière, d'une prise de conscience radicale en cela qu'il a débordé du « simple » champ de la revendication : en se donnant des moyens adaptés à la situation et à la hauteur des enjeux, il aura marqué, au-delà de son échec, les mémoires.

À la radicalité des actions a répondu une radicalité théorique – sans pour autant d'ailleurs que celle-ci ait un lien fonctionnel avec la précédente – qui a trouvé en l'internet un allié efficace.

Et là se trouve la grande différence d'avec 95, cette soudaine visibilité de paroles radicales et émancipatrices. Non pas que celles-ci aient été absentes en 95 mais là, la vigueur revendicatrice les a rendues audibles auprès d'un éventail plus large de manifestants.

Lorsque l'on évoque le terme de radicalité, nous faisons référence à tout ce qui touche à la remise en cause fondamentale de l'organisation sociale ; en découle une analyse-critique des conceptions mêmes de travail, de production et d'aliénation dont on trouve des traces dans divers documents, que ce soit des tracts diffusés lors des rassemblements, des appels ou encore des textes de réflexion circulant sur le web. Même si l'absence de signature rend

8 *Alternative Libertaire*, n° 200, novembre 2010, intitulé « Automne rebelle, place au peuple ».

9 Assemblée générale interprofessionnelle du bassin minier de Lens (fondée par une alliance CGT, FO et Sud).

parfois difficile leur identification, ces documents sont extrêmement variés tant par leur ton que par leur écriture, mais tous participent d'une volonté de dépassement de l'habituelle rhétorique « responsable et sérieuse » en vogue dans le champ intersyndical.

Et cette radicalité a trouvé, lors du mouvement de 2010, d'autant plus d'espace pour se manifester que ce champ-là en est resté au réformisme, comme en témoigne la multiplicité des références des organisations syndicales — quand bien même certaines d'entre elles appartiendraient à un pôle de contestation — à l'urgence d'une autre répartition des richesses, à la dénonciation des inégalités des revenus au profit des actionnaires et au détriment des salariés, à la critique de la croissance exponentielle des revenus des entreprises du CAC 40, à l'indispensable augmentation des cotisations patronales et taxation des revenus financiers.

Le tract « Nous avons tout à gagner. La meilleure retraite, c'est l'attaque ! », non signé, non daté, est significatif de ce dépassement du champ revendicatif stricto sensu, même si l'on conviendra que la critique demeure modérée : « ... Le système n'est pas en crise ! Le système c'est la crise permanente. Nous vivons dans un système schizophrène qui n'a d'autre but, d'autre finalité que le profit sans fin.

Cette schizophrénie est aujourd'hui évidente, qui fait descendre les foules dans la rue : un monde basé sur la concurrence absurde et la valeur travail alors même qu'il faut de moins en moins de travailleurs pour produire toujours plus de richesses.

10 Groupe Libeludd. Libertaires, Luddites, octobre 2010, Grenoble. Publié dans *Jusqu'ici*, Bulletin temporaire de liaisons dangereuses, n° 1, 28 octobre 2010.

...La lutte contre la réforme des retraites ne trouve sa cohérence que dans la critique du travail, elle relève de cette critique, de ce questionnement. Elle ne lui est d'aucune façon extérieure ! Ce n'est pas un hasard si aujourd'hui s'exprime aussi largement le refus de travailler plus ».

Sous un titre somme toute anodin : « Voilà qu'on veut nous faire travailler deux ans de plus ! », cet autre tract (situé en septembre, à Paris) n'hésite pas à se livrer à une critique de l'exploitation : « ... Le travail, le turbin auquel on consacre la majeure partie de nos journées, est essentiellement une violence qui nous est faite, et la plupart d'entre nous le ressentent comme tel. Mais il a réussi à s'imposer comme quelque chose allant de soi, quelque chose de naturel (« il faut bien travailler pour vivre ! Et oui ! »).

Il faudrait accepter d'en chier toujours davantage sous prétexte de sauvegarder un système basé sur notre exploitation. On n'a pas à adhérer à des raisonnements qui visent à nous solidariser avec les logiques de cette exploitation.

...attendre d'un mouvement social davantage qu'un recul du gouvernement sur la question des retraites, voir la chose comme une occasion : un mouvement social un tant soit peu énérvé permettant d'entrevoir des horizons où la réappropriation du monde n'est plus hors de portée ».

En matière de logiques d'exploitation, le tract « Pour en finir avec la société industrielle et les illusions de la gauche »¹⁰ est intéressant : « ... pas de lutte possible contre la réforme des retraites sans refuser la robotisation de nos vies, et sans sortir du dogme de la croissance et de l'emploi à tout prix. Ce n'est qu'en prenant ces critiques en compte qu'un mouvement peut émerger avec de vraies perspectives.

Exclus et inutiles, ou exploités et pressurés : voilà à quoi nous sommes réduits. Il n'y a pas de solution au

problème des retraites et du chômage sans sortie du capitalisme et de la société industrielle.

Il faut sortir de cette logique de l'emploi à tout prix, d'abord parce qu'il n'y a plus de travail pour tous. Ensuite, parce que cela revient à défendre des emplois qui nuisent au reste de la société. Il n'y a pas de honte à ne pas avoir de travail au sens où l'entend cette société, c'est-à-dire un travail que l'on ne fait que pour l'argent, sans aucune considération pour son contenu et ses conséquences.

...Cesser les journées d'action ponctuelles, pour construire un mouvement solide et continu, rendre inutile ce système qui nous rend inutiles.

D'une tout autre nature est « Octobre mouvant »¹¹, un tract qui dépasse le champ de la revendication sociale pour s'aventurer sur celui des alternatives à un système opprimant. On peut en effet lire :

« Nous trouvons qu'il est incorrect de ne se battre que pour conserver le mode de distribution actuel des pensions de retraite. Nous nous sentons plus intéressés par la (re)construction de modes d'entraide directe entre les gens que par la défense de l'État social.

Aujourd'hui, nous pensons que la meilleure manière de se protéger contre la mise en concurrence de tous et le démantèlement des « acquis sociaux » serait de prendre toutes les initiatives qui vont dans le sens d'une solidarité concrète, à même de nous rendre moins dépendants de l'argent.

Nous pensons également que ce qui est à même d'effrayer réellement une classe dirigeante, c'est d'abord que ses sujets n'ont pas peur de se poser des questions (ou plutôt n'ont plus peur de faire le lien entre les questions qu'ils se posent, le plus souvent séparément).

Devenir autonomes, c'est-à-dire qu'on ne cherche pas seulement à affronter cette

classe dominante sur son terrain mais aussi à faire en sorte de se passer d'elle, de sa propagande écœurante, de sa camelote électro, automobile, alimentaire, etc.

Appelant par ailleurs à une rencontre à Albi autour de ce texte, des discussions et quelques prises de contact vont se produire, s'intéressant aux parcs éoliens, au puçage des animaux, à la remise en marche des jardins collectifs, aux travaux communautaires, autant de « chantiers de résistance » s'inscrivant dans une action de longue haleine, laquelle n'a pas démarré hier... et ne va pas aboutir demain.

Même si l'on est bien loin du mouvement contre la réforme des retraites, il est tout de même significatif de constater que ce dernier a été capable de produire, dans la diversité de ses expressions, de nouveaux débats, et d'ouvrir de nouvelles perspectives, de nouveaux champs de lutte. De nouvelles solidarités se font ainsi jour et malgré les échecs, parviennent à se réinvestir sur d'autres mouvements qui s'inscrivent dans un contexte plus large et dans une visée de construction d'alternatives au système économique.

Dans le document « Stop le capital, pas de retraite, à l'attaque », transmis sur le web, le ton est radicalement énérvé :

Débordons les chiens de berger. Assez des syndicats qui veulent contrôler le mouvement à coup de manifs traîne-savates chiantes, pour paraître responsables et sérieux, puis aller négocier des miettes avec les ministres ! Assez des partis qui ne pensent qu'à leurs élections et qui mèneraient quasiment les mêmes réformes !

11 Reçu par Internet et également reproduit dans « Jusqu'ici », n° 1, 28 octobre 2010.

Ne nous laissons plus faire, ne suivons plus les règles de leur jeu...

Pour un mouvement réel qui abolit l'état des choses existant, dépassons les bornes! Contre l'état, les patrons, les partis, les syndicats... tous dans la rue».

Avec «La grève infinie» (daté du 27 octobre 2010), on se trouve confronté à une exigence théorique assez élevée, vraisemblablement de type autonome, qui puise en partie ses racines dans la logique insurrectionnelle.

S'il est bien un seul espace que nous avons aperçu comme habitable, c'est au sein de l'événement grâce auquel nous vivons, dans les intensités qui s'y dessinent.

Blocages économiques généralisés, organisation délibérée d'une paralysie totale, refus des compromis et des négociations: ce en quoi le mouvement du point de vue des pratiques mises en place, se situe au-delà d'un simple mouvement social. En quoi il participe déjà d'un processus insurrectionnel.

La croyance en la réalité du «mouvement social», dont le terrain d'action est circonscrit par cet au-delà de quoi il ne veut pas aller. Sa finitude programmée.

...La lutte véritable n'est plus entre les classes, le capital et le travail mais entre ceux qui veulent encore travailler et ceux qui ne le veulent plus

Une troublante omertà règne à l'intérieur du mouvement. Elle consiste en une dénégation de ce que les événements en cours ne laissent pas de montrer: l'expression d'un douloureux refus du travail. Le travail comme une calamité: c'est l'ombre de la mort que l'on voit se profiler.

...Une même anthropologie anémiée: le mythe du plein emploi en faveur d'un développement durable d'une part, la fable autogérée d'un travail libre, égalitairement partagé d'autre part.

...Un même objectif de régulation désespéré.

La question de la violence ne se pose plus, elle s'impose à tous. Les pratiques émeutières mériteraient d'être reconnues commune une autre forme, plus spécifique, plus surprenante, de blocage économique.

...D'acquiescer, au fil d'amitiés conspiratives, les savoirs insurrectionnels par lesquels nous tiendrons ce monde en déroute.

«Le seul salut pour les vaincus est de n'attendre aucun salut».

Avec la résurgence des assemblées générales interprofessionnelles, dont certaines sont réactivées de mouvement social en mouvement social (comme ce fut le cas au Havre et à Rouen, par exemple), 2010 a fait ressurgir le débat — certes ancien mais toujours actuel — des pratiques démocratiques au sein de ces structures éphémères.

Sur cette problématique, il n'est pas inintéressant de se reporter au travail d'analyse critique mené par le collectif Lieux Communs¹², dont on peut lire divers textes sur le web notamment celui intitulé «Pour des assemblées générales autonomes» dont nous livrons quelques passages:

...Une assemblée générale est fondamentalement un lieu de pouvoir: si celui-ci n'est pas partagé entre tous du mieux possible, c'est qu'il est confisqué par une minorité et les gens rassemblés ne pourront pas faire valoir leurs revendications propres, ni exprimer la richesse, la force et l'originalité de leur mobilisation. ...les manipulations des «spécialistes», ceux qui préparent, contrôlent, occupent et recrutent.

...le prêt à porter revendicatif, idéologique et organisationnel.

...Se constituer en groupe d'action: identifier les dynamiques de groupe, les rendre publiques et les analyser collectivement.

Les multiples choix à faire concernant la lutte (grève, revendications, préparation d'actions, coordination...) ou la gestion du lieu (occupation, lien avec le quartier, approvisionnement) engagent chacun au même titre: la démocratie directe est d'abord une lutte permanente contre l'émergence d'une clique de décideurs».

Au-delà de l'illusion (ou de la naïveté, c'est selon) de croire que les assemblées de lutte pourraient être libérées (débarrassées?) des minorités organisées, des groupes constitués, il est clair que ce type de débat prend toute sa place dans le champ de l'analyse critique des mouvements sociaux, au sein desquels le schéma organisationnel est déterminant. De la forme que prendra ce schéma, dépendra pour beaucoup l'issue de telle ou telle lutte.

En conclusion, l'ensemble des paroles retranscrites ici, en dépit de leur caractère partiel et donc sujet à critique, nous a semblé un témoignage symptomatique de l'émergence de plus en plus forte d'une certaine forme de radicalité, quand bien même on se doit de relever le décalage manifeste entre le caractère radical des actions menées et le caractère radical théorique.

En se gardant bien de lui accorder une quelconque valeur d'exemplarité et d'universalité, on peut malgré tout mesurer, au travers des paroles de 1995, 2006 et 2010, le chemin parcouru par une rhétorique différente s'extrayant progressivement du champ de la critique syndicale (emploi pour tous, croissance, partage des richesses, etc.). Ce qui n'est, au demeurant, pas si surprenant que cela dans la mesure où l'évolution de la société a fini par rendre caduques et inopérantes nombre de ces croyances.

Tant que le champ syndical en «restera» à l'antienne de la répartition des richesses entre capital et travail, s'inscrivant dans le cadre d'une société dont on veut croire qu'elle puisse devenir plus humaine par la «grâce» d'un État «protecteur et social» à même de s'imposer aux dérives et abus des marchés, la critique radicale trouvera un terreau fertile pour se développer.

La difficulté, et non des moindres bien entendu, étant de parvenir à gagner des couches sociales de plus en plus larges à cette remise en cause fondamentale de la société et à la prise en mains de nos propres destinées.

Annick Stevens et Bernard Hennequin

¹² Lieux Communs se définit comme un Collectif indépendant de pratiques et d'analyses politiques ordinaires pour une auto-transformation radicale de la société. Texte publié le mardi 26 octobre 2010.

